

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	30.01.2023	2023-414	6.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

TD/JS

SEANCE N° 15 DU 30 JANVIER 2023
08 questions, numérotées de 2023-407 à 2023-414

DELIBERATION

PROCEDURE DE RAPPEL A L'ORDRE POUR LES MINEURS CONVENTION DE PARTENARIAT VILLE DE FLERS / PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire,

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Lori HELLOCO, Gaëlle PIOLINE, Subay SAHIN, Leïla HARDY, Jacques DUPERRON, Angela PRESSE, Bruno ASSELOT, Dominique ARMAND, Jean-Pierre HUREL

Conseillers : Nesrin YANAR, Yvette LERICHOMME, Laurent JUMELINE, Sophie RENAUDIN, Omar AYAD, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Jérémy PREVOST, Marème N'DIAYE, Chantal MARCHAND, Noël DJEZAIRI, Lucienne VINCENT, Gérard SAMOYEAU, Isabelle GILBERT, Richard RIHOUEY, Inès CHATE, Jean-François BRISSET, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR, Stéphane BENIS, Emmanuelle BERGOT, Pascal CATHERINE, François LEPRINCE

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Laurent JUMELINE	Jacques DUPERRON	Ensemble de la séance
Sophie RENAUDIN	Nesrin YANAR	
Inès CHATE	Gaëlle PIOLINE	
Jérémy PREVOST	Yves GOASDOUE	
Tâm NGUYEN	Jean-François BRISSET	2023-411 à 2023-414

Absents : Sylvie DUFOUR, Emmanuelle BERGOT, François LEPRINCE.

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	2023-407 à 2023-410	26	30
Quorum : 17	2023-411 à 2023-414	25	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
24.01.2023	18 H 40	Jacques DUPERRON	20 H 15	31.01.2023	01 FEV. 2023

R A P P O R T

présenté par
Yves GOASDOUÉ
Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4 Commission Compétences non déléguées		14	18.01.2023	2	
CONSEIL	Séance	15	30.01.2023	N° d'ordre 8	N° délibération 2023-414

OBJET	PROCEDURE DE RAPPEL A L'ORDRE POUR LES MINEURS – CONVENTION DE PARTENARIAT VILLE DE FLERS / PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE
-------	--

JC/DLJS

Chers Collègues,

Les grandes orientations de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD) de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo ont été approuvées par la délibération du Conseil Communautaire n° 298 en date du 24 juin 2015. Signée le 25 septembre suivant, cette STSPD vise à développer une approche plus individualisée, par le biais d'actions ciblées de prévention « secondaire » et « tertiaire ».

La ville de Flers a souhaité s'impliquer pleinement dans cette politique locale de prévention à travers, par exemple, le déploiement de la vidéoprotection, la création d'une police municipale ou bien la mise en place de postes de TIG (Travail d'Intérêt Général). Cette implication se poursuit aujourd'hui avec la volonté de déployer le rappel à l'ordre.

En effet, dans le champ du respect des règles, le Maire dispose de différents outils comme le rappel à l'ordre, qu'il peut exercer verbalement à l'endroit de ses administrés, dans le cadre d'un partenariat avec les autorités judiciaires locales. Simple faculté, non imposé par la loi, l'exercice de ce dispositif de prévention repose sur les pouvoirs de police administrative du Maire.

Précisément, l'article L. 132-7 du Code de la Sécurité Intérieure prévoit « *lorsque des faits sont susceptibles de porter atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publiques, le maire ou son représentant désigné peut procéder à l'endroit de leur auteur au rappel des dispositions qui s'imposent à celui-ci pour se conformer à l'ordre et la tranquillité publics, le cas échéant en le convoquant en mairie. [...]* ».

La mise en œuvre du rappel à l'ordre en direction des majeurs a été approuvée par la délibération du Conseil Municipal n° 374 en date du 3 octobre 2022. Il s'agit désormais de pouvoir appliquer le rappel à l'ordre auprès des mineurs.

L'article L. 132-7 du Code de la Sécurité Intérieure précise que « *le rappel à l'ordre d'un mineur intervient, sauf impossibilité, en présence de ses parents, de ses représentants légaux ou, à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à l'égard de ce mineur* ».

Comme pour les majeurs, les faits concernés relèvent du champ contraventionnel avec, à titre indicatif :

- les atteintes aux personnes comme la diffamation/injure non publiques, les menaces réitérées de violences contre les personnes, le bruit ou tapage injurieux/nocturne, la diffusion de messages contraires à la décence
- les atteintes aux biens comme les dégradations ou détériorations du bien d'autrui, les dépôts d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'objets, l'abandon d'une épave de véhicule
- les occupations en réunion des espaces communs des immeubles collectifs d'habitation
- les atteintes au domaine public routier communal
- les contraventions aux arrêtés du maire

Les crimes et délits et les faits ayant donné lieu à une enquête ou à une plainte ne peuvent faire l'objet d'un rappel à l'ordre.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	30.01.2023	2023-414	6.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Le rappel à l'ordre s'exerce dans le cadre d'un dialogue constant avec l'autorité judiciaire. Ainsi, pour chaque mise en place d'un rappel à l'ordre, la consultation préalable du Procureur de la République s'avère nécessaire afin de recueillir son avis sur la faisabilité et l'opportunité de cette réponse.

Un rappel à l'ordre n'est possible que si l'auteur mineur a été identifié. Ce dernier est alors convoqué, selon les modalités précisées précédemment, par courrier officiel à un entretien solennel en mairie, durant lequel le maire ou bien l'élu désigné, fera verbalement référence à la norme textuelle transgressée et évoquera les peines encourues.

Le suivi de cette mesure sera assuré dans le cadre des réunions du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) qui présentera annuellement un bilan statistique, doublé d'une analyse quantitative et qualitative.

La signature d'un protocole, entre le Procureur de la République et le maire, sera conclue afin de délimiter le champ de la procédure du rappel à l'ordre et de vérifier sa cohérence avec les prérogatives de l'autorité judiciaire.

Pour conclure, l'intervention du maire à travers le rappel à l'ordre, vise, en agissant sur les comportements individuels, à mettre un terme à des faits qui, s'ils ne constituent pas encore à un comportement délinquant ou à des crimes et délits, peuvent finir par y conduire.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - APPROUVER** les modalités de partenariat entre la Ville de Flers et le Procureur de la République près le Tribunal d'Alençon pour l'exercice du rappel à l'ordre, telles que définies dans la convention ci-annexée,
- 2 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ci-annexée ainsi que les éventuels avenants à venir,
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente,
- 4 - RAPPELER** que la mise en œuvre de cette convention s'inscrit dans le cadre de la STSPD.

ADOpte A L'UNANIMITE

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Jacques DUPERRON

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20230130-2023-414-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/01/2023

Affichage : 01/02/2023

